

rer pour trouver des moyens d'exécuter plus efficacement les programmes dans l'intérêt des Canadiens.

Lorsque le député parle de profondes divergences et de graves problèmes, il ne décrit pas du tout la réalité. Nous avons reporté la réunion de quelques semaines pour laisser plus de temps aux provinces. J'ai dit que les sous-ministres se rencontreront dans quelques semaines pour examiner les documents et que, à partir de là, nous fixerons un nouveau calendrier pour les rencontres ministérielles.

• (1445)

[Français]

M. Paul Crête (Kamouraska—Rivière-du-Loup): Monsieur le Président, le ministre confirme-t-il que la conférence fédérale-provinciale, déjà annulée une première fois, a été remise une fois de plus à une date indéterminée en raison de l'impasse qui persiste avec la Colombie-Britannique, l'Alberta, l'Ontario et le Québec?

[Traduction]

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre du Développement des ressources humaines et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien): Monsieur le Président, le député vit dans un monde de fiction qui n'a rien à voir avec la réalité. Il s'imagine des choses et essaie ensuite de les ériger en vérités.

Ce qu'il a dit est tout simplement faux. Juste avant qu'il lise la deuxième question qu'il avait préparée, je lui ai expliqué que j'ai parlé aux ministres de toutes les provinces et qu'ils se sont montrés disposés à coopérer pour réaliser une réforme des programmes sociaux au Canada, pour redonner du travail aux gens, pour les sécuriser davantage et pour redonner de l'espoir aux Canadiens.

* * *

L'INFRASTRUCTURE

M. Tony Ianno (Trinity—Spadina): Ma question s'adresse au ministre responsable de l'Infrastructure.

Au moment où le gouvernement s'engage dans le renouvellement de l'infrastructure des communications et des transports et dans des travaux pour garantir la salubrité de l'environnement, beaucoup de mes électeurs de Trinity—Spadina ont hâte de voir apparaître les emplois que ce programme créera dans l'économie d'aujourd'hui et de demain.

Combien d'emplois les Canadiens peuvent-ils compter obtenir grâce à ce programme et à ses retombées et quand débiteront ces projets dont nous avons grand besoin?

L'hon. Arthur C. Eggleton (président du Conseil du Trésor et ministre responsable de l'Infrastructure): Monsieur le Président, je remercie le député de sa question, qui me donne l'occasion d'annoncer encore d'autres bonnes nouvelles à la Chambre sur les mesures par lesquelles le gouvernement relance l'emploi.

Questions orales

Depuis que j'ai fait rapport de la question, vendredi dernier, le montant des projets approuvés a augmenté de 8 millions de dollars, ce qui se traduira par 400 emplois de plus, pour un total de 5 500 jusqu'à maintenant. Nous avons approuvé plus de 350 demandes, et il y en a encore un millier qui sont à l'étude. Qui plus est, il y a des gens dans les zones rurales de la Saskatchewan qui, en ce moment même, sont en train de travailler à la construction ou à la réfection de routes utiles aux habitants de la région.

Enfin, l'estimation initiale de 60 000 emplois a été révisée grâce à des données exactes de Statistique Canada.

* * *

LE TABAC

M. Jack Ramsay (Crowfoot): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Quand le gouvernement fédéral a abaissé le prix des cigarettes pour faire échec à la contrebande, il a donné naissance à d'autres problèmes comme l'intensification de la contrebande d'alcool et la contrebande de cigarettes entre les provinces.

Le premier ministre peut-il nous dire si le gouvernement a des plans réalistes pour éteindre ces feux que sa politique sur le tabac a allumés?

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre): Monsieur le Président, le programme que nous avons mis en oeuvre pour faire échec à la contrebande de cigarettes a été couronné de succès. Selon les journaux, le nombre de fumeurs a augmenté, mais on ne mentionnait pas que les cigarettes qui étaient auparavant exportées étaient maintenant vendues au Canada.

Sur le plan de la consommation, quand on compare le nombre de cigarettes expédiées cette année à celui de l'an dernier, on constate qu'il y a eu une diminution de 3 p. 100.

M. Jack Ramsay (Crowfoot): Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire à poser au premier ministre.

Plus tôt ce mois-ci, le premier ministre de l'Alberta, en sa qualité de président de la dernière conférence des premiers ministres de l'Ouest, a écrit au premier ministre fédéral pour lui demander son aide dans la lutte contre la possibilité que la contrebande de cigarettes se déplace du centre du pays vers l'Ouest. L'une des recommandations était de mettre en oeuvre une taxe fédérale uniforme sur le tabac dans tout le Canada pour diminuer l'attrait de la contrebande interprovinciale.

Le premier ministre peut-il dire à la Chambre s'il a fait le moindre effort en vue de l'adoption de cette proposition des premiers ministres de l'Ouest?

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre): Monsieur le Président, nous avons fait exactement la même offre à toutes les provinces. Certaines l'ont acceptée, d'autres pas. Nous avons offert exactement la même chose à toutes les provinces. Nous n'avons traité aucune province différemment des autres.